

PROVISOIRE

E/2007/SR.15

12 juillet 2007

Original: FRANÇAIS

CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

Session de fond de 2007

COMPTE RENDU ANALYTIQUE PROVISOIRE DE LA 15^e SÉANCE (PREMIÈRE PARTIE)*

tenue au Palais des Nations, à Genève,
le mardi 3 juillet 2007, à 9 h 30

Président: M. Čekuolis (Lituanie)

SOMMAIRE

DÉBAT DE HAUT NIVEAU (*suite*):

DÉBAT THÉMATIQUE:

RENFORCEMENT DE L'ACTION MENÉE À TOUS LES NIVEAUX POUR
PROMOUVOIR UNE CROISSANCE ÉCONOMIQUE DURABLE FAVORABLE AUX
PAUVRES, NOTAMMENT GRÂCE À DES POLITIQUES MACROÉCONOMIQUES
ÉQUITABLES (*suite*)

EXAMEN MINISTÉRIEL ANNUEL:

RENFORCEMENT DE L'ACTION MENÉE POUR ÉLIMINER LA PAUVRETÉ ET
LA FAIM, NOTAMMENT GRÂCE AU PARTENARIAT MONDIAL POUR LE
DÉVELOPPEMENT

* Le compte rendu analytique de la deuxième partie de la séance est publié sous la cote
E/2007/SR.15/Add.1.

Les rectifications au présent compte rendu doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum et être également incorporées à un exemplaire du compte rendu. Il convient de les adresser, une semaine au plus tard à compter de la date du présent document, au Groupe d'édition, bureau E.4108, Palais des Nations, Genève.

La séance est ouverte à 9 h 45.

DÉBAT DE HAUT NIVEAU (*suite*):

DÉBAT THÉMATIQUE:

RENFORCEMENT DE L'ACTION MENÉE À TOUS LES NIVEAUX POUR PROMOUVOIR
UNE CROISSANCE ÉCONOMIQUE DURABLE FAVORABLE AUX PAUVRES,
NOTAMMENT GRÂCE À DES POLITIQUES MACROÉCONOMIQUES ÉQUITABLES
(point 2 a) de l'ordre du jour) (*suite*) (E/2007/51, E/2007/68)

Le PRÉSIDENT présente les conclusions de la table ronde 1 qui s'est tenue à la 14^e séance sur le thème «Croissance, réduction de la pauvreté et équité – une conception nouvelle». Les participants ont reconnu que si l'économie mondiale enregistrait globalement une croissance rapide, les inégalités ne cessaient de s'accroître dans les pays. Dans ce contexte, il fallait adopter un nouveau modèle de croissance tenant compte de la pauvreté et des inégalités. Si l'on ne s'était pas encore mis d'accord sur les politiques à mettre en œuvre, l'expérience montrait qu'il n'existait pas de solution unique pour stimuler la croissance, éliminer la pauvreté et promouvoir l'équité et que les pays avaient besoin d'une marge d'action suffisante pour mettre en œuvre leurs propres stratégies nationales de développement. Les participants s'étaient accordés sur six grands points. Premièrement, il fallait tirer parti des marchés et des capitaux privés mais les gouvernements devaient supprimer les obstacles à la croissance en garantissant la stabilité macroéconomique. Deuxièmement, pour qu'ils puissent s'en sortir, il fallait aider les pauvres à exploiter leur potentiel productif et à accéder au crédit. Troisièmement, la bonne gouvernance, y compris la lutte contre la corruption, était essentielle pour combattre la pauvreté. Les gouvernements devaient accorder plus de pouvoirs aux plus démunis. Quatrièmement, il fallait prêter davantage attention aux répercussions sociales des politiques macroéconomiques. Si les politiques macroéconomiques devaient garantir la stabilité à long terme, les politiques budgétaires devaient offrir suffisamment de souplesse à court et à moyen terme pour permettre des dépenses anticycliques. Il importait également de tenir compte des incidences des politiques monétaires sur l'emploi et l'inflation. Cinquièmement, il fallait créer des conditions internationales favorables pour aider les pays à éradiquer la pauvreté. Les pays à revenu intermédiaire, qui ne pouvaient plus bénéficier des prêts de l'Association internationale de

développement (IDA), se sont inquiétés de ne plus avoir accès à des ressources financières à des conditions raisonnables. Compte tenu des importantes fluctuations des cours des produits de base, les pays tributaires de l'exportation de ressources naturelles, ont plus de mal à lutter contre la pauvreté. Il fallait aider les pays, en particulier les pays les moins avancés (PMA), à mieux utiliser les préférences qui leur étaient accordées. Sixièmement, il était essentiel de prendre en compte les questions d'environnement, notamment les changements climatiques qui sapaient les efforts déployés pour éliminer la pauvreté.

M. SUNDARAM (Sous-Secrétaire général au développement économique) rend compte des discussions tenues à la 14^e séance lors de la table ronde 2 sur le thème «Cohérence et coordination des politiques macroéconomiques à tous les niveaux». Les participants ont reconnu que, si l'élimination de la pauvreté dépendait avant tout des efforts déployés par les pays pour stimuler la croissance économique, la conjoncture extérieure influait directement sur l'efficacité des politiques. Compte tenu de l'intégration économique et de l'évolution de la situation économique mondiale, le FMI devait être renforcé et un cadre plus large que le G-8 devait être mis en place. En outre, les crises survenues au niveau régional montraient l'importance de la coordination des politiques macroéconomiques et de la coopération financière à l'échelon régional. M. Portugal avait présenté la stratégie à moyen terme du FMI visant à renforcer son rôle en matière de coordination au niveau mondial, principalement par le biais de ses activités de surveillance. Le FMI jouait un rôle essentiellement consultatif et privilégiait le dialogue, la collaboration et la confiance avec les États souverains. M. Correia avait rendu compte de l'expérience de l'Union européenne. Pour adhérer à l'Union, les pays candidats devaient satisfaire à des critères macroéconomiques (notamment stabilité monétaire et faible inflation). Le Pacte de stabilité et de croissance adopté par l'Union européenne servait de mécanisme de surveillance des politiques sous l'égide de la Commission européenne et de la Banque centrale européenne. Pour l'Union européenne, l'intégration financière n'était pas une fin en soi mais un objectif visant à stimuler l'économie européenne. M^{me} Carrasquilla avait présenté l'expérience du Fonds latino-américain de réserve en matière de coordination et de coopération au niveau régional. Le Fonds garantissait de meilleures conditions d'investissement et d'échange et favorisait l'harmonisation des taux de change et des politiques financières et budgétaires. Il contribuait à promouvoir le développement des instruments et des marchés financiers afin de mieux résister à l'instabilité des flux de capitaux. En réponse à une délégation, M. Portugal avait

expliqué que le FMI s'efforçait de traiter tous les pays de la même façon et usait du même pouvoir de persuasion auprès de tous. Le Fonds prévoyait de réformer le système des quotes-parts en accordant plus de poids aux pays qui jouaient un rôle plus important dans l'économie mondiale. Interrogée sur la question de savoir si le Fonds latino-américain de réserve s'occupait des problèmes liés aux comptes de capitaux, M^{me} Carrasquilla a répondu que même si le Fonds ne disposait pas des outils nécessaires pour s'occuper de la question, son Conseil disposait d'une certaine marge de manœuvre pour créer une facilité de crédit adaptée à chaque situation.

M. YAR HIRAJ (Pakistan), s'exprimant au nom du Groupe des 77 et de la Chine, dit que la croissance économique doit être durable et équitable pour pouvoir répondre aux besoins fondamentaux des plus pauvres. La pauvreté continue de sévir là où aucune politique économique n'est adoptée en faveur des pauvres et où aucune mesure n'est prise pour résoudre les problèmes non économiques liés à ce fléau. Nombre de pays en développement sont encore loin de réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement, en particulier les pays d'Afrique subsaharienne où, malgré la croissance économique enregistrée depuis le milieu des années 90, le pourcentage de personnes vivant dans l'extrême pauvreté avoisine toujours 44 %. D'autres régions se trouvent dans une situation similaire, du fait en grande partie de l'accroissement démographique, de l'urbanisation rapide et de l'accès limité à l'emploi productif.

Conscient que chaque pays est responsable au premier chef de son développement, le Groupe des 77 et la Chine estiment que les pouvoirs publics devraient se fixer les priorités ci-après afin de promouvoir une croissance économique durable et équitable: opter pour une plus grande discipline budgétaire et monétaire; améliorer la gouvernance de manière à favoriser le développement et garantir la justice économique et sociale; stimuler la croissance économique en privilégiant le secteur rural et en garantissant la stabilité macroéconomique; intégrer les objectifs du Millénaire pour le développement dans les stratégies nationales de développement; investir dans les ressources humaines en mettant l'accent sur l'accès aux services sociaux de base; améliorer l'accès des pauvres et des régions peu développées à la sécurité sociale; rendre les femmes et les minorités plus autonomes et améliorer l'accès à la santé et à l'éducation; développer les projets d'infrastructure et attirer l'investissement étranger direct (IED) pour financer les stratégies nationales de développement; adopter des mesures budgétaires ou non

budgétaires pour promouvoir le logement et le secteur du bâtiment; et promouvoir les petites et moyennes entreprises grâce notamment au microcrédit.

La communauté internationale doit toutefois continuer à aider les pays en développement à combattre la pauvreté. L'aide au développement et, en particulier, le financement du développement à des conditions favorables, demeurent essentiels pour permettre aux pays d'atteindre leurs objectifs de croissance économique et de développement durable. On ne peut donc que déplorer la réduction de 5 % de l'aide publique au développement (APD) entre 2005 et 2006. Il importe également de trouver de nouvelles sources de financement stables et prévisibles pour aider les pays en développement à lutter contre la pauvreté et la faim. Force est de constater que les inégalités s'accroissent entre pays développés et pays en développement et au sein même des pays. La plupart des pays en développement n'épargnent aucun effort pour attirer les investisseurs étrangers et entreprennent des réformes à cette fin, qui sont souvent entravées par les conditions imposées par les institutions financières internationales. Par ailleurs, la création d'un régime commercial international équitable s'impose plus que jamais en cette période de mondialisation. Les politiques commerciales des pays développés sont en contradiction avec leurs politiques en matière d'aide. On peut légitimement se demander si le Cycle de Doha, qui se trouve dans l'impasse, permettra de remédier aux inégalités du système commercial multilatéral et d'améliorer les perspectives des pays en matière de commerce et de développement. Il faudrait que le Cycle de Doha débouche sur la suppression des subventions des pays riches à leur secteur agricole.

Parmi les autres mesures à prendre, il faudrait accorder un traitement spécial et différencié aux pays en développement les plus faibles afin de garantir leur «sécurité alimentaire»; mettre un terme aux nouvelles mesures protectionnistes adoptées par les pays du Nord, sous la forme de lois antidumping et de normes arbitraires; supprimer les restrictions imposées par le régime découlant de l'Accord sur les ADPIC dans les secteurs de la santé et de l'éducation. La réduction des droits de douane devrait empêcher la désindustrialisation des pays en développement les moins compétitifs.

Des inégalités perdurent également entre pays développés et pays en développement pour ce qui est de l'accès aux technologies de pointe. L'OMPI, l'OMC et la CNUCED devraient réexaminer le régime ADPIC qui entrave à l'évidence le développement de certains pays.

De même, il faudrait aussi se pencher sur les restrictions imposées par d'autres régimes de contrôle de la technologie pour des raisons soi-disant de sécurité. Il serait utile de mener des activités de recherche-développement dans les domaines qui intéressent particulièrement les pays en développement.

Afin de corriger certaines lacunes systémiques, les pays en développement devraient participer davantage à la prise de décisions et à l'élaboration de normes dans les instances internationales, y compris les institutions de Bretton Woods. Le FMI devrait non seulement augmenter le nombre de voix attribuées aux pays en développement mais aussi garantir la stabilité financière et l'accès à des sources de financement à court terme pour ceux qui en ont besoin. La gestion de l'économie mondiale ne doit pas rester l'apanage d'un petit groupe de pays riches et puissants.

En conclusion, le cycle actuel de croissance économique ne doit pas cacher certaines réalités: plus d'un milliard de personnes vivent toujours dans une grande misère, les inégalités ne cessent de s'accroître entre pays riches et pays pauvres; les injustices politiques et les conflits frappent de façon disproportionnée les pays en développement; le terrorisme ne cesse de se propager dans le monde; l'avenir de la planète est menacé par les armes de destruction massive et par certaines pratiques prédatrices qui sont à l'origine des changements climatiques. C'est en respectant le principe de l'équité pour tous que l'on parviendra à faire face aux menaces qui pèsent sur notre planète.

M. MARQUES (Portugal) prend la parole au nom de l'Union européenne, des pays candidats (Turquie, Croatie et ex-République yougoslave de Macédoine), des pays du processus de stabilisation et d'association et candidats potentiels (Albanie, Bosnie-Herzégovine, Monténégro, Serbie), ainsi que de l'Ukraine, de la République de Moldova, de l'Arménie et de la Géorgie. À son avis, si la croissance de l'économie mondiale a eu des effets positifs sur la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement en Amérique latine, en Chine et en Inde, elle n'a pas permis d'enregistrer des progrès notables en Asie du Sud ni surtout en Afrique, région en faveur de laquelle l'Union européenne adoptera une nouvelle stratégie lors du Sommet de Lisbonne qui se tiendra en décembre 2007. Pour améliorer réellement la vie des individus, la croissance économique doit s'accompagner de la mise en place de politiques efficaces dans les domaines économique, financier, social et environnemental, qui permettent aux pauvres de

participer à la croissance et de bénéficier de ses fruits. Malgré les signes encourageants indiquant un recul de la pauvreté dans le monde, les difficultés rencontrées pour réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement persistent, voire s'aggravent dans des régions comme l'Afrique subsaharienne qui pâtit d'une croissance démographique rapide, d'inégalités importantes et d'une création d'emplois insuffisante. Étant donné le rôle que joue le secteur privé dans la croissance, il s'agit d'assurer que l'expansion de ce secteur soit favorable aux pauvres en favorisant l'insertion économique et sociale, l'égalité entre les sexes, l'autonomisation des groupes défavorisés et l'investissement social, et en tirant parti du potentiel du secteur informel.

Il convient d'élaborer avec toutes les parties prenantes des stratégies nationales de développement globales permettant de mener des politiques économiques qui profitent aux pauvres, notamment en favorisant l'emploi, particulièrement l'emploi productif, et en tenant compte de la nécessité d'une transparence démocratique et de l'existence de droits et d'obligations clairement établis pour les citoyens. Les plans nationaux pour l'emploi et pour l'insertion sociale adoptés par les États membres de l'Union européenne sont la traduction concrète de telles stratégies de développement. Il est essentiel que les pauvres, notamment les femmes et les jeunes, se voient donner les moyens de participer aux stratégies de réduction de la pauvreté et un accès aux services financiers. La promotion de l'égalité entre les sexes et la défense des droits des femmes constituent des objectifs à part entière activement défendus par l'Union européenne.

Les engagements exprimés dans le Consensus de Monterrey témoignent d'une stratégie de développement très large, qui doit notamment intégrer pleinement les objectifs environnementaux – la lutte contre la pauvreté, en effet, n'aboutira que si l'on s'emploie avec autant d'énergie à investir dans le facteur humain, à protéger les ressources naturelles, à assurer la subsistance en milieu rural et à investir dans la création de richesses. Il convient par ailleurs d'encourager le rôle croissant que jouent les pays en développement dans l'économie mondiale et de renforcer les mécanismes de coordination régionale pour la promotion d'une croissance économique favorable aux pauvres.

L'Union européenne, qui fournit plus de la moitié de l'aide internationale, est déterminée à atteindre avant 2015 l'objectif de 0,7 % du revenu national brut (RNB) fixé pour l'APD et elle a contribué notablement à l'allègement de la dette des pays les plus pauvres. Elle mène

actuellement des négociations avec les pays ACP sur des accords de partenariat économique dont le but est de contribuer à l'élimination de la pauvreté et à l'intégration de ces pays dans l'économie mondiale. Convaincue de la nécessité de l'aide au commerce, elle espère adopter avant la fin 2007 une stratégie européenne commune dans ce domaine. Elle invite toutes les parties concernées à tout mettre en œuvre pour faire aboutir les négociations commerciales multilatérales de Doha, faisant valoir que les coûts d'ajustement liés à la libéralisation des échanges sont faibles au regard des gains qui peuvent en découler, gains et coûts qui doivent, en tout état de cause, être répartis équitablement entre tous les partenaires commerciaux.

L'Union européenne souligne la nécessité de s'attacher aux aspects sociaux de la mondialisation et de favoriser la bonne gouvernance au niveau international. Se félicitant des consultations menées par le FMI en vue de corriger les déséquilibres mondiaux, elle réaffirme son soutien aux efforts de réforme entrepris par la Banque mondiale et le FMI, qui visent à faire en sorte que la répartition des quotes-parts reflète fidèlement le poids économique des pays membres et leur capacité de contribution financière tout en renforçant la voix des pays à faible revenu. Elle est déterminée à assurer que les pays en développement et les pays en transition économique participent pleinement aux institutions financières internationales, dont l'efficacité et la crédibilité sont en jeu.

M. MILLER (États-Unis d'Amérique) s'étonne que les délégations qui ont pris la parole avant lui n'aient guère évoqué, dans leur intervention, les politiques macroéconomiques, question pourtant retenue à New York, après de longues discussions, comme sujet central du débat thématique. Les politiques macroéconomiques recouvrent en effet des éléments importants, comme les dépenses publiques, le régime fiscal, les taux de change et les droits de douane, les taux d'intérêt, l'offre monétaire et le cadre réglementaire et juridique de l'activité économique.

M. CABRAL (Guinée-Bissau) remercie la délégation pakistanaise d'avoir présenté avec clarté la position du Groupe des 77 sur l'action à mener pour promouvoir une croissance économique durable favorable aux pauvres. Il reconnaît toutefois, à l'instar du représentant des États-Unis, qu'un thème aussi fédérateur – puisqu'il s'agit non seulement d'éliminer la pauvreté mais aussi de permettre aux plus défavorisés d'espérer une vie plus stable et plus décente – mériterait d'être abordé de façon plus directe. Il faudrait mettre l'accent sur les mesures que

doivent prendre les pays pauvres pour améliorer la gouvernance et renforcer la transparence de façon notamment à assurer une bonne utilisation des deniers publics et de l'aide internationale.

M. AKRAM (Pakistan) fait observer que la déclaration du Groupe des 77 portait précisément sur le thème retenu, à savoir le «renforcement de l'action menée à tous les niveaux pour promouvoir une croissance économique durable favorable aux pauvres, notamment grâce à des politiques macroéconomiques équitables». La délégation pakistanaise considère que des politiques macroéconomiques performantes sont indispensables au niveau national. Une telle politique a d'ailleurs permis à son pays de tripler en huit ans ses revenus et de mobiliser des ressources pour le développement. Mais elle fait aussi valoir le rôle que peuvent jouer les politiques commerciales, monétaires, financières ou relatives au transfert de technologie dans l'élimination de la pauvreté. Évoquant notamment les importantes subventions agricoles accordées par les États-Unis et l'Union européenne, les crêtes tarifaires et la progressivité des droits de douane, ainsi que les contraintes sur les transferts de technologie imposées de façon discriminatoire aux pays en développement, elle se dit prête à débattre de ces diverses questions.

M. MILLER (États-Unis d'Amérique) remercie la délégation pakistanaise de sa réponse. Les progrès remarquables réalisés par le Pakistan suite aux réformes mises en œuvre montrent bien l'importance que revêtent les politiques macroéconomiques nationales, mais il est également vrai que la politique macroéconomique de certains pays peut avoir des effets qui dépassent les frontières nationales. L'origine des subventions accordées à l'agriculture aux États-Unis remonte à la Grande dépression des années 30, époque où il s'agissait de protéger un secteur agricole sinistré. Cette politique s'est traduite par des excédents agricoles qui, depuis une trentaine d'années, servent principalement à des programmes d'aide alimentaire, mais il est indéniable qu'elle affecte les exportations de certains pays. La question est débattue dans le cadre des négociations commerciales multilatérales de Doha. En ce qui concerne les crêtes tarifaires, force est de reconnaître que la politique d'ouverture économique menée par les États-Unis a été le moteur de l'expansion mondiale au cours des dernières années. Elle a, certes, eu d'autres effets, mais il est à noter que les États-Unis fonctionnent selon un régime démocratique et qu'ils ne refusent pas de débattre ouvertement de ces questions au sein des instances internationales.

S'agissant du transfert de technologie, les États-Unis estiment que la protection des droits de propriété intellectuelle est un moteur essentiel du progrès technologique. L'Accord sur les ADPIC vise à stimuler les activités de recherche-développement car il garantit aux investisseurs un juste retour sur leurs investissements. Si ces droits ne sont pas protégés, il existe un risque réel de voir se tarir la source des innovations technologiques, notamment dans le domaine des changements climatiques, où le progrès technologique joue un rôle crucial. Par ailleurs, les pays en développement doivent avoir, eux aussi, accès aux nouvelles technologies, et il est nécessaire de trouver collectivement, dans le cadre des institutions internationales, un moyen de financer leur accès à ces technologies.

En ce qui concerne les excédents du compte de capital, qui résultent de l'important déficit commercial des États-Unis, M. Miller estime que ces excédents n'ont pas conduit à une crise de l'économie internationale. Les États-Unis comprennent que cela suscite des inquiétudes et sont donc en dialogue constant avec leurs grands partenaires commerciaux à propos des régimes de taux de change et d'autres facteurs économiques ayant une incidence sur les échanges.

M. AKRAM (Pakistan) rappelle que les subventions agricoles ont notamment pour effet de générer des excédents et nuisent donc aux capacités d'exportation des pays en développement car elles provoquent des distorsions sur les marchés mondiaux. Il se demande s'il ne faudrait pas abandonner les subventions, car elles empêchent les pays en développement d'exporter des produits alimentaires à des prix compétitifs. Cela étant, il estime que la demande d'une contrepartie à l'abandon de ces subventions par l'UE et les États-Unis n'est pas justifiée.

S'agissant des «crêtes tarifaires», il a été admis qu'elles ont un effet sur l'économie mondiale, et les États-Unis se sont dit favorables à des mesures compensatoires. Le Pakistan accepte la conclusion d'un accord reposant sur ce principe dans le cadre de l'OMC, mais les droits de douane discriminatoires, élevés ou progressifs ne sont pas acceptables car ils nuisent aux exportations les plus compétitives des pays en développement. L'abaissement de ces droits de douane est examiné à l'OMC, mais il n'est pas acceptable que l'on exige en contrepartie que les pays en développement abaissent aussi leurs droits de douane.

À propos du transfert de technologie, M. Akram admet que la protection des droits de propriété intellectuelle favorise l'innovation, mais qu'elle a aussi de graves effets néfastes sur

les pays en développement. En effet, quand certaines technologies essentielles sont mises au point dans le domaine de la santé ou de l'éducation par exemple, les pays les plus pauvres n'y ont pas accès parce qu'elles font l'objet d'un brevet. Cela est injuste car elles permettraient d'éradiquer la faim ou de sauver des vies. Les procédés qui peuvent être utilisés par les pays en développement sont de moins en moins nombreux, à tel point que certaines techniques millénaires originaires de ces pays, mais brevetées dans les pays développés, ne peuvent plus y être appliquées. Il est donc nécessaire d'examiner la manière dont l'Accord sur les ADPIC entrave le développement.

À propos des excédents du compte de capital, il est, certes, largement reconnu que l'économie des États-Unis a un effet d'entraînement sur le reste du monde, mais les pays en développement risquent d'être les principales victimes des déséquilibres mondiaux en cas d'effondrement du système financier international. Ces pays ont donc le droit d'être informés des politiques envisagées et des négociations en cours pour essayer d'influer sur l'évolution des systèmes financiers.

M. MILLER (États-Unis) déclare comprendre la position exprimée par le représentant du Pakistan et se félicite que le dialogue tenu dans le cadre de la session en cours permette d'élaborer des politiques et des procédures qui contribueront à mieux aider les pays en développement.

M. SAVOSTYANOV (Fédération de Russie), tout en se félicitant de la dynamique de la croissance économique mondiale, dit que l'inégalité de développement qui persiste entre les pays et les régions ne laisse pas d'être préoccupante. Notant que la croissance économique ne suffit pas pour vaincre la pauvreté et que les conceptions néolibérales largement répandues n'ont souvent pour effet que d'accroître les inégalités sociales, la délégation russe engage la communauté internationale à adopter un ensemble de mesures concertées à tous les niveaux pour assurer une répartition équitable des gains de la croissance économique, en tenant mieux compte des spécificités et de l'expérience de chaque pays.

L'élimination de la pauvreté exige l'adoption d'une politique macroéconomique équilibrée et de mesures sociales propres à créer des conditions favorables au développement des capacités humaines. La politique menée par le Gouvernement russe dans le domaine socioéconomique

a précisément été conçue à cet effet. Les réformes économiques qu'il a engagées ont permis d'améliorer les dispositions législatives pertinentes, d'introduire des normes modernes de gestion économique et de mettre en place des cadres juridiques précis pour le fonctionnement des secteurs public et privé et leur interaction mutuellement avantageuse, ce qui a notamment contribué à l'amélioration du climat d'investissement. Une série de mesures sont prises, d'autre part, pour renforcer les ressources humaines et pour consolider le secteur social, notamment la santé, l'éducation et la protection sociale, et l'adapter aux conditions de marché. Tous ces efforts ont eu pour effet de doubler le revenu réel de la population et de diviser par deux l'indice de pauvreté en l'espace de cinq ans. Ayant accompli sa transition et atteint un taux de croissance économique stable, la Fédération de Russie s'attache désormais de plus en plus activement à développer ses capacités en matière d'aide humanitaire et d'assistance économique.

La séance est suspendue à 11 h 15; elle est reprise à 11 h 25.

EXAMEN MINISTÉRIEL ANNUEL:

RENFORCEMENT DE L'ACTION MENÉE POUR ÉLIMINER LA PAUVRETÉ ET LA FAIM, NOTAMMENT GRÂCE AU PARTENARIAT MONDIAL POUR LE DÉVELOPPEMENT (point 2 b) de l'ordre du jour) (E/2007/71, E/2007/81, E/2007/CRP.5)

Le PRÉSIDENT déclare ouvert le premier examen ministériel annuel des progrès accomplis dans la mise en œuvre des objectifs de développement convenus au niveau international. Il constate que le thème choisi pour ce premier examen est opportun car l'élimination de la pauvreté et de la faim est une étape sur la voie du développement et de la prospérité pour tous.

M. SHA Zukang (Secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales), présentant le rapport du Secrétaire général sur le thème choisi, déclare que l'examen ministériel annuel vise à accélérer la mise en œuvre des objectifs de développement. Celui-ci doit donc porter plus particulièrement sur les actions menées et déterminer quelles sont les mesures qui contribuent directement au développement.

Dans son rapport, le Secrétaire général fait le bilan des progrès accomplis et recense les lacunes et les obstacles actuels, ainsi que les domaines qui nécessitent une attention plus soutenue, notamment dans le cadre du Partenariat mondial pour le développement. L'objectif visant à réduire de moitié la pauvreté avant 2015 semble aujourd'hui réalisable dans toutes les régions du monde, à l'exception de l'Afrique subsaharienne. Même dans cette région, le nombre de pauvres a toutefois cessé de croître, et leur proportion a donc diminué, bien qu'insuffisamment. La pauvreté n'est pas seulement liée au revenu mais a aussi trait à d'autres aspects, tels que l'accès aux soins de santé et à l'éducation. Les progrès en la matière se sont accélérés depuis 2000, mais ils restent toutefois insuffisants pour atteindre les objectifs fixés.

Les pays où des conflits internes et des troubles entravent leur développement ou les font régresser doivent redoubler d'efforts pour y remédier, avec l'aide de la communauté internationale si besoin est. L'environnement constitue également un domaine majeur où des progrès doivent être accomplis surtout en ce qui concerne les changements climatiques, problème dont la gravité requiert une action urgente associant tous les pays.

La conclusion principale du rapport du Secrétaire général est que la stratégie d'ensemble qui a été adoptée pour atteindre les objectifs de développement convenus au niveau international a été efficace, mais pas dans la mesure souhaitée. Cette stratégie doit être renforcée pour en accélérer la mise en œuvre. Le Partenariat mondial pour le développement repose sur deux principes fondamentaux: premièrement, les pays eux-mêmes doivent accepter qu'il sont les premiers responsables de leur propre développement; deuxièmement, les pays développés doivent être des partenaires dynamiques qui fournissent une aide aux pays et font en sorte que les conditions mondiales soient propices au développement. Il convient de noter que son caractère multipartite est une force.

Suite au Sommet mondial, de nombreux pays ont commencé à appliquer une stratégie nationale de développement conçue en fonction de leurs propres spécificités. Mais certains aspects de cette action sont les mêmes pour tous: premièrement, le développement doit bénéficier à toutes les couches de la population; deuxièmement, les femmes doivent pouvoir y contribuer et en bénéficier sur un pied d'égalité avec les hommes; troisièmement, la réduction de la pauvreté doit également concerner d'autres aspects que le revenu, notamment la santé et l'éducation; quatrièmement, il est nécessaire de créer des emplois décents pour réduire

durablement la pauvreté. Le Département des affaires économiques et sociales de l'ONU a fait établir des documents directifs sur les questions macroéconomiques, le commerce, l'investissement et la technologie ainsi que le financement du développement pour aider les pays à mettre en œuvre leur stratégie dans ces domaines.

Les partenaires de développement devraient utiliser la stratégie de développement mise au point par chaque pays comme cadre pour définir et adapter l'assistance fournie. Globalement, ils ont réalisé des progrès, mais il leur reste encore beaucoup à faire pour respecter les engagements pris. On peut se féliciter de ce que le fardeau de la dette extérieure des pays en développement a été considérablement allégé. Mais si l'APD a globalement augmenté, une grande part de cette augmentation résulte des allègements de la dette et son montant reste insuffisant.

L'ensemble de la planète bénéficie d'une période de prospérité économique exceptionnelle et le moment est donc particulièrement opportun pour renforcer les actions visant à mettre fin à la pauvreté et à la faim dans le monde. Tous les pays concernés doivent se mettre d'accord sur de nouveaux arrangements commerciaux qui contribueront activement au développement des pays les plus pauvres. Les régimes de gouvernance mondiale doivent également être rendus plus favorables au développement. Il est nécessaire d'élargir et de renforcer la participation des pays en développement à la gouvernance et d'accroître leur rôle et leur participation aux institutions financières internationales. Ce processus, lancé à Monterrey, doit maintenant s'accompagner de mesures concrètes.

Le Secrétaire général adjoint propose de conclure l'examen ministériel annuel par des engagements concrets. Chaque pays pourrait ainsi annoncer une nouvelle initiative dans le cadre de la lutte contre la pauvreté et la faim.

M. SCHILTZ (Luxembourg) dit que le rapport du Secrétaire général sur le thème de l'examen ministériel est un document très complet, qui brosse un tableau de la situation complexe de la pauvreté, rurale et urbaine, et de la faim dans le monde et traite des différentes facettes du développement et du suivi de la mise en œuvre des objectifs du Millénaire pour le développement. Il en ressort que des progrès encourageants ont été accomplis sur la voie de la réalisation des objectifs du Millénaire et que la faim et la pauvreté régressent de par le monde mais que, malheureusement, l'Afrique subsaharienne ne participe pas à cet élan positif, certains

pays enregistrant même un recul. Pourtant, le diagnostic était limpide dès le départ: c'est bien en Afrique subsaharienne que l'on recense la majorité des personnes vivant sous le seuil de pauvreté. Des efforts supplémentaires s'imposent donc, en termes de contributions financières comme en termes de partenariat.

La session du Conseil économique et social est une occasion unique de réaffirmer la volonté politique des États de donner suite à la Déclaration du Millénaire. Cette volonté politique doit au premier chef être affichée au niveau national, car la responsabilité première du développement, et son pendant, la bonne gouvernance, incombe aux pays en développement. C'est à eux d'identifier les besoins les plus pressants, de définir leurs priorités, d'élaborer et de mettre en œuvre des politiques nationales pour l'éradication de la pauvreté et de la faim. La communauté internationale doit se tenir à leurs côtés pour les conseiller, les accompagner, les appuyer financièrement, mais en fonction des priorités nationales.

M. Schiltz souligne la nécessité de rappeler les engagements pris d'accroître l'aide et d'en faire une utilisation plus efficace ainsi que de mesurer le sens des responsabilités vis-à-vis du Consensus de Monterrey et de la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide. Il serait par ailleurs plus qu'indiqué de remettre sur les rails le processus du Cycle de négociations de Doha, comme l'attendent les populations dans le besoin mais aussi les opinions publiques du monde entier.

L'Union européenne est en bonne voie pour respecter les engagements pris à Monterrey puisque ses États membres ont collectivement consacré 0,42 % du revenu national brut (RNB) à l'aide publique au développement (APD), mais globalement l'APD des pays de l'OCDE a chuté de 5,1 % en 2006. Or, atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement en 2015 supposerait de disposer annuellement de 150 milliards de dollars des États-Unis – une somme substantielle mais insignifiante face à l'ampleur du défi du développement. Après 2003, l'annulation des dettes extérieures de l'Iraq et du Nigéria a donné lieu à une embellie des statistiques de l'aide publique au développement (APD) qui n'était que conjoncturelle et qui n'a pas trompé le Comité d'aide au développement de l'OCDE, lequel a dénoncé la contraction tendancielle de l'APD. Si, depuis le Sommet du Millénaire, d'autres moyens de mobiliser des ressources pour le développement ont été explorés et développés, le Secrétaire général souligne

bien dans son rapport que ces initiatives ne peuvent nullement se substituer à l'APD, qui reste essentielle.

Sur le front de l'efficacité de l'aide aussi, l'Union européenne a été active: en novembre 2005, les ministres du développement, la Commission européenne et le Parlement européen ont adopté le Consensus européen sur la coopération au développement, sur la base duquel la Commission européenne a soumis un Code de conduite sur la complémentarité et la division du travail entre bailleurs de fonds, que les ministres ont adopté en 2007. Le Luxembourg souscrit pleinement à ces démarches, comme d'ailleurs à l'ambition d'unification des activités du système des Nations Unies. Car à l'ONU également, des progrès se font sentir. S'inspirant des recommandations de son prédécesseur, le Secrétaire général œuvre pour une plus grande cohérence du système dans son ensemble et par là même une meilleure qualité et une plus grande efficacité de l'aide multilatérale. Le Secrétaire général complète pertinemment le tableau des nouveaux défis à relever en se faisant l'avocat de la lutte contre les causes des changements climatiques.

Au nom de son gouvernement, M. Schiltz réaffirme la volonté du Luxembourg de porter son APD à 1 % de son revenu national brut dans les années à venir et de s'employer davantage à accroître l'efficacité de l'aide. Le Luxembourg s'engage aussi à rappeler sans cesse à l'échelle européenne la nature des engagements pris, soit 0,7 % du revenu national brut à l'horizon 2015. Enfin, le Luxembourg a à cœur d'insister sur la notion de partenariat, indispensable pour relever le défi du développement. Il en va de la crédibilité des pays qui ont pris des engagements, mais aussi et surtout de la vie de millions d'hommes et de femmes.

Exposés nationaux volontaires

M. RUBIN (Sky News) est heureux que six pays représentatifs de toutes les régions que le monde industrialisé a promis d'aider se soient volontairement proposés de présenter des exposés sur leur expérience en matière de lutte contre l'extrême pauvreté. Il s'agit là d'un défi majeur, qui s'appuie de surcroît sur trois piliers – le Cycle de négociations de Doha, l'aide publique annoncée au Sommet du G-8 et à d'autres sommets et l'allègement de la dette – dont seul le dernier est solide. Dans ce contexte, M. Rubin fait le vœu que ces exposés

permettent, grâce à des exemples de bonnes pratiques et des observations constructives, de donner à la communauté internationale l'élan dont elle a besoin.

M. CHOWDHURY (Observateur du Bangladesh) indique que le rapport de son gouvernement sur la lutte contre la pauvreté au Bangladesh fait état des progrès significatifs accomplis en la matière, mais sans autosatisfaction et avec déjà en pointillé une liste de nouveaux défis à relever après 2015.

Le Bangladesh peut s'enorgueillir d'être à la pointe de la recherche et de l'innovation en matière de lutte contre la pauvreté. Au cours des dix dernières années, il a réussi à faire chuter la pauvreté de plus de 10 % et a produit deux prix Nobel, qui ont considérablement contribué à la connaissance des causes profondes du phénomène. Le professeur Yunus, en particulier, a démontré qu'il était possible de surmonter la pauvreté avec des moyens simples. Pionnier du microcrédit, le Bangladesh a montré au monde que de grandes choses pouvaient naître d'idées simples. Le nouveau gouvernement, arrivé au pouvoir en janvier 2007, vient de présenter un budget dans lequel 57 % des crédits sont alloués aux pauvres et 23 % à des programmes en faveur des femmes. De plus, convaincu que la stabilité et la bonne gouvernance sont des conditions *sine qua non* d'une réduction durable de la pauvreté, il a mis en place des réformes de grande envergure pour redonner confiance à la population, qui ont enfin apporté paix et stabilité au pays.

Dans son rapport, le Gouvernement montre que grâce au degré de priorité très élevé qu'il a accordé à la question et à la mise en œuvre d'une stratégie de réduction de la pauvreté qu'il a définie lui-même, en s'inspirant des objectifs du Millénaire, le Bangladesh a pu faire chuter le taux de pauvreté de 58,8 % en 1990 à 40 % en 2005. Ensuite, il tente d'exposer les facteurs qui ont permis d'obtenir un tel résultat, aux niveaux micro et macroéconomique. Il souligne alors l'importance d'une approche holistique ainsi que le rôle essentiel de la productivité agricole, de l'accès à l'éducation, des migrations et du microcrédit. Enfin, il traite du rôle de la coopération entre pouvoirs publics et organisations non gouvernementales ainsi qu'avec ses partenaires de développement.

La conjonction d'une croissance économique soutenue, d'un taux d'inflation relativement faible et d'un ralentissement de la croissance démographique a été déterminante dans la réduction de la pauvreté au Bangladesh. Les activités agricoles et autres et l'industrie du prêt-à-porter ont amorcé cette croissance, qui place le Bangladesh parmi les 11 pays susceptibles de suivre la même voie que la Chine et les autres pays du «miracle asiatique».

Dans l'optique de l'objectif 1 du Millénaire pour le développement, la politique nationale d'alimentation s'attache à garantir la fourniture régulière, en quantité voulue, d'aliments sains et nutritifs, à améliorer le pouvoir d'achat et l'accès à l'alimentation, et à assurer à chacun la couverture de ses besoins nutritifs. Le Gouvernement a recours à divers programmes ciblés d'aide alimentaire et d'allocations en espèces pour lutter contre la faim et la malnutrition, grâce auxquels le nombre d'enfants présentant une insuffisance pondérale a baissé. Le Bangladesh est ainsi l'un des rares pays qui devrait atteindre la cible 2 de l'objectif 1 du Millénaire pour le développement, à savoir réduire de moitié, entre 1990 et 2015, la proportion de la population qui souffre de la faim.

Si le secteur agricole emploie 50 % de la population et près de 75 % des Bangladais vivent encore en milieu rural, la part de l'agriculture dans le PNB va diminuant. Le Gouvernement mène donc des politiques visant à améliorer l'accès des agriculteurs aux marchés et à réduire les distorsions de prix dont ils sont victimes. Le microcrédit est considéré comme l'un des instruments de développement les plus efficaces. Plus de 80 % des ménages défavorisés bénéficient ainsi de programmes de microcrédit, dont le financement est assuré à plus de 90 % par des sources nationales. Bien souvent, des ressources limitées empêchent les institutions de microcrédit d'étendre leur champ d'action, et c'est là que la communauté internationale peut jouer un rôle important en augmentant les capacités de ces institutions au Bangladesh et dans d'autres pays en développement.

En matière d'éducation pour tous, le pays a fait d'immenses progrès (taux d'inscription dans l'enseignement primaire, parité garçons-filles), et l'État a rendu l'enseignement gratuit pour les filles jusqu'en fin d'études secondaires. De gros problèmes subsistent toutefois: 17 millions d'enfants échapperaient encore au système scolaire, les dépenses directes étant un obstacle pour les plus pauvres. L'enseignement extrascolaire occupe une place importante au Bangladesh. Le Cadre d'action en faveur de l'enseignement extrascolaire, axé sur les enfants non scolarisés

– en particulier ceux qui travaillent et vivent dans des taudis –, les adolescents et les jeunes adultes, vise à procurer tout au long de l'existence des possibilités d'apprentissage. Le Comité du Bangladesh pour le progrès rural (organisation non gouvernementale) joue un rôle majeur dans l'éducation extrascolaire des enfants pauvres, en gérant 32 000 écoles primaires fréquentées actuellement par 1 million d'élèves. La grande difficulté pour le secteur de l'enseignement extrascolaire consistant à rassembler les ressources nécessaires, il est indispensable d'associer le secteur privé à la mobilisation de ressources nationales pour atteindre l'objectif de l'éducation pour tous.

Les migrations contribuent considérablement à l'augmentation des revenus des ménages et à la réduction de la pauvreté au Bangladesh, et offrent de nouvelles perspectives d'emploi pour les jeunes, notamment. En 2006, 377 591 Bangladais se sont expatriés pour travailler, et les envois de fonds correspondants se sont élevés à 5,48 milliards de dollars, soit un dixième du PIB (ils devraient atteindre 6 milliards de dollars en 2007).

Depuis le début des années 90, le Bangladesh a pris des mesures énergiques pour libéraliser son commerce, qui représente actuellement près de 37 % de son PIB (contre 19 % en 1992). Parallèlement, les droits NPF moyens passaient de 47,4 % en 1992-1993 à 13,54 % en 2004-2005.

Le réchauffement climatique, dont les conséquences prévisibles seront dramatiques notamment pour les populations pauvres des régions côtières du Bangladesh – l'élévation d'un mètre seulement du niveau des mers entraînant la submersion du cinquième des terres du pays –, est un problème auquel il faut s'atteler avec détermination si l'on veut réaliser l'objectif 1 du Millénaire pour le développement à la date prévue (2015). La coopération internationale sera à cet égard capitale pour réduire les effets dévastateurs de ce phénomène sur le Bangladesh.

Si les progrès au titre de l'objectif 1 ont été constants et satisfaisants au Bangladesh, pour parvenir à une réduction durable de la pauvreté, il faudra que les différentes institutions gouvernementales, les partenaires de développement et les organisations non gouvernementales agissent de concert, et qu'une fois la population-cible identifiée la coordination soit renforcée afin que les interventions soient menées en temps utile et à moindre coût en vue d'améliorer les ressources des populations défavorisées. Il est désormais communément admis qu'alléger les

souffrances de quelques-uns est la responsabilité de tous, et la lutte contre la pauvreté doit donc se faire dans une totale concertation.

M. RUBIN (Sky News), évoquant l'évaluation faite par l'organisation Transparency International de la transparence et de la corruption dans les différents pays, qui place le Bangladesh en 156^e position sur 163 pays, demande à M. Chowdhury quelle attitude les pays donateurs devraient, selon lui, adopter face à ce problème.

M. CHOWDHURY (Observateur du Bangladesh) dit que la corruption est un vaste phénomène qui touche tous les pays. Le Bangladesh est parvenu à le cerner et est résolu à y remédier, avec l'aide de la communauté internationale éventuellement, mais il cherche dans un premier temps à se doter des institutions voulues pour lutter contre ce problème d'ordre national. C'est dans cet esprit qu'a été créée la Commission de lutte contre la corruption. Une fois les institutions voulues bien en place, elles le resteront malgré les changements de gouvernement et garantiront que l'action menée en vue de modifier le comportement institutionnel dans le pays se poursuit.

M. RUBIN (Sky News) demande quelle transformation s'opérerait au Bangladesh si tous les fonds promis par les pays donateurs étaient effectivement versés.

M. CHOWDHURY (Observateur du Bangladesh) dit qu'au Bangladesh, qui présente l'un des meilleurs taux d'utilisation des capacités parmi les pays bénéficiaires de l'aide, le problème des fonds ne se pose pas vraiment (1,2 milliard de dollars attendus). Il s'agit plutôt de concevoir des moyens d'encourager les secteurs performants. En levant les obstacles à l'accès de l'industrie bangladaise du prêt-à-porter aux marchés de nombreux pays développés, on aidera le pays à sortir de la pauvreté.

M. KIM Hak-Su (Secrétaire exécutif de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique) indique qu'en ce qui concerne l'accès aux marchés, notamment à celui des textiles, la disparition progressive des accords multifibres en Asie laisse un certain nombre de pays perdants, parmi lesquels Sri Lanka, le Népal et le Cambodge. Initialement condamné lui aussi, le Bangladesh tire aujourd'hui son épingle du jeu.

Rappelant que la région de l'Asie et du Pacifique abrite 14 des 50 pays les moins avancés du monde et 700 millions de victimes de la pauvreté absolue (soit bien plus que l'Afrique, avec 300 millions), M. Kim dit qu'il suit de très près les progrès réalisés par le Bangladesh, notamment en matière d'indicateurs du développement social. Précurseur pour le microcrédit, ce pays a démontré que les pauvres pouvaient être un moteur de la mutation sociale et économique, pour peu qu'on leur en offre la possibilité. M. Kim demande comment le pays parviendra à utiliser ses ressources démographiques – 140 millions de Bangladais –, et évoque l'échange de main-d'œuvre comme instrument de lutte contre la pauvreté.

M. DO NASCIMENTO (Angola) demande par quels moyens sont financés les différents programmes de lutte contre la pauvreté dont a fait état M. Chowdhury, et quelle est la raison principale de la baisse démographique enregistrée dans le pays. Il dit partager pleinement les vues exprimées au sujet de la prise en main nationale des programmes de développement, capitale pour la réussite des initiatives menées, mais signale que, souvent, il est difficile d'en convaincre les institutions financières et les pays donateurs.

M. CHOWDHURY (Observateur du Bangladesh), répondant à M. Rubin, indique que l'un des objectifs prioritaires du pays est de devenir moins dépendant de l'APD (7 % du PNB en 1990, moins de 2 % en 2006). La réussite majeure du Bangladesh réside en réalité dans le fait que la société, dans une vaste mesure, progresse de concert, d'un même pas. Très conservateur vingt ans plus tôt, le pays a vécu une transformation sociale gigantesque. La prise en compte systématique de l'égalité entre les hommes et les femmes est, au Bangladesh, plus qu'une simple aspiration à davantage d'égalité, un véritable outil de développement, et le microcrédit est en train de bouleverser le paysage de la société. De plus, l'action menée procède d'une démarche parfaitement équilibrée entre, d'une part, l'évolution libre du marché et le progrès et, d'autre part, le recours à de vastes filets de sécurité venant en aide à ceux qui subissent les revers du développement.

Sur la question de la diaspora bangladaise, expatriée pour la plupart au Royaume-Uni, aux États-Unis et au Moyen-Orient, M. Chowdhury indique que 50 000 Bangladais quittent chaque année le pays vers lequel ils rapatrient ensuite des fonds. Les autorités s'attachent actuellement à mettre au point un nouveau cadre d'action pour que ces rapatriements puissent servir davantage les objectifs du développement.

Répondant à la délégation angolaise, M. Chowdhury précise que le Bangladesh cherche à obtenir de ses partenaires qu'ils appuient ses propres décisions et orientations en matière de développement social. Le financement est assuré essentiellement par l'État et par des institutions internationales telles que le Programme alimentaire mondial. Le pays n'a connu ni famine ni pénurie alimentaire depuis 1974. Quant à la raison du recul démographique, il faut remonter aux années 70, avec l'introduction dans le pays du premier grand programme de la Banque mondiale relatif à la population, grâce auquel le taux de croissance démographique a été ramené de 2,4 % à 1,2 %.

*Le compte rendu analytique de la deuxième partie de la séance
est publié sous la cote E/2007/SR.15/Add.1.*
